



Communiqué de presse

**Assurance-chômage :
Nouveau coup de boutoir gouvernemental
contre le modèle social !**

Le Premier ministre s'est étalé dans la presse du dimanche pour décrire par le menu l'ensemble des mauvais coups qu'il entend infliger à nouveau aux personnes privées d'emploi. La rhétorique est désormais tristement connue : Attal affirme un prétendu attachement à ce qui est prévu d'être dégradé.

Au prétexte de préserver les droits sociaux, il prévoit de les restreindre brutalement : réduction de 3 mois de la durée d'indemnisation et augmentation de 60 % de la période travaillée exigée pour être indemnisé. Cette réforme diminuerait encore davantage les montants moyens d'allocation chômage et la proportion de personnes indemnisées.

En soulignant que « *ce n'est pas une réforme d'économie* », le Premier ministre révèle le véritable sens de cette politique qui tourne le dos à près d'un siècle et demi de combat syndical de promotion d'une conception émancipatrice du travail. Avec cette réforme, il veut également imposer un travail dégradé aux personnes privé-es d'emplois et écarte toute possibilité d'amélioration des conditions de travail et salariales, pourtant nécessaire.

Après avoir mené une politique de déréglementation et abîmé les garanties du Code du Travail, après avoir affaibli le statut général des fonctionnaires et ouvert grand les vannes du recours à la précarité, la brutalité de la politique sociale menée par le gouvernement conduit à dégrader constamment les droits des salarié-es privé-es d'emploi.

La FSU informe dès maintenant largement les personnels et participera à toutes les mobilisations unitaires pour défendre les droits des chômeurs et chômeuses.

Bagnolet, le 26 mai 2024